

Bruxelles, 14/02/2011

La CES prévient les responsables des politiques macroéconomiques : l'attaque sur les salaires est injuste et intolérable

Lors de la réunion d'aujourd'hui du Dialogue macroéconomique, la Confédération européenne des syndicats (CES) a sévèrement mis en garde contre le risque que l'Europe ne devienne une puissance quasi coloniale en intervenant dans la formation des salaires et en dérégulant les systèmes de négociations collectives. Ce sont les marchés financiers alimentant les hausses de valeurs irrationnelles, et non les salaires, qui sont responsables de cette crise.

Il est profondément injuste de transférer maintenant la charge de la crise sur les salaires et les travailleurs alors que ceux qui ont profité de la spéculation sont libres de vaquer à leurs affaires comme par le passé. La CES avertit qu'elle n'acceptera pas un système de gouvernance économique ou une modification du Traité européen qui ferait des salaires le seul instrument d'ajustement.

Comme l'a déclaré John Monks, Secrétaire général de la CES : « *Des salaires flexibles rendront les choses pire encore. Ils déséquilibreront l'économie en favorisant les tendances déflationnistes ou inflationnistes tout en aggravant les inégalités. Les responsables politiques doivent d'urgence réévaluer le rôle des salaires qui doivent agir comme un pôle d'ancrage nominal de l'économie en stimulant la demande.* »